

## 8 Spécial rentrée des classes

# Effectifs pléthoriques, cause du grand nombre d'échecs

**AJT**  
Libreville/Gabon

**"LA norme voudrait que dans une classe du primaire ou du secondaire, il y ait entre 30 et 35 élèves. Dans les zones rurales, on peut aller jusqu'à 50 élèves par classe. De ce fait, vous arrivez à avoir une bonne visibilité de vos élèves et un meilleur suivi de leur travail (...). Malheureusement sur le terrain, la réalité n'est pas celle-là. On peut se retrouver avec une classe de plus de 150 élèves (...). Ce qui justifie, entre autres, le nombre élevé de cas d'échec, surtout dans l'enseignement public», nous confie Mme Clodette Moussounda, professeur de français au lycée Daniel Didier Roguet de Lébamba. Des propos qui laissent**

penser que trop d'élèves dans une salle de classe impacterait négativement aussi bien le travail de l'enseignant, que les résultats des apprenants. Pour les enseignants, les effectifs pléthoriques sont cause d'échec, parce que le travail n'est pas fait avec efficacité.

« Lorsque les élèves sont peu nombreux, on va vite dans le programme et il y a assez de temps à consacrer aux révisions et exercices. Or, un trop grand nombre d'élèves demandent beaucoup plus de temps et d'efforts. Pendant que les uns suivent, les autres bavardent et s'amuse dans le fond. Les tables n'étant pas disposées comme il se doit, on n'arrive pas à circuler, donc pas de retour par rapport au message que l'on veut transmettre (...).

**BULLETIN DE NOTES DU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE**

MATIERES	Classe	Trimestre	Notes	APPRECIATION DU PROFESSEUR
Exp. École	2	15,00	11,00	Passable
Dictionnaire	1	13,00	12,75	
Exp. Ecole	1	15,00	16,45	
Charte de l'élève	2	13,00	13,25	
Histoire et Géographie	2	16,50	15,50	
Instruction Civique	1	17,00	15,50	
Anglais	1	11,25	18,50	
Espagnol	2	11,50	10,00	
Mathématiques	1	10,00	10,00	
Sc. Physiques	1	15,00	12,50	
Sciences Vie et de la Terre	2	11,00	11,40	
Arts	1	12,00	10,40	
Éduc. Phys. et Sport	2	14,00	13,50	
Motiv.				

APPRECIATION DU PROFESSEUR: Moyenne globale: 12,50

Photo : AJT

Certains établissements enregistrent jusqu'à 230 élèves par classe.

Du coup, on n'arrive pas à les suivre. Et pour un cours préparé, l'enseignant n'arrive à atteindre que 30% de l'objectif visé», explique Christian Kedy, un autre enseignant.

A l'évidence, la question des effectifs pléthoriques pose un sérieux problème dans le système éducatif de notre pays, notamment dans l'enseignement public où certains établissements enregistrent des effectifs allant jusqu'à 230 élèves par classe. Toute chose qui contraint les enseignants à user de méthodes peu conventionnelles pour s'en sortir : évaluations non objectives telles que les questions à choix multiples (QCM), ou encore l'utilisation des mêmes cours chaque année. Sans oublier que

ces derniers sont exposés à certaines maladies comme l'hypertension artérielle, le stress, ... Pour les responsables d'établissement, ces effectifs pléthoriques sont dus au manque de structures d'accueil, à la suspension de la mesure d'exclusion (lire par ailleurs) et à l'exode. « On se retrouve parfois avec de nouveaux élèves, en plus des anciens qui sont là depuis deux, voire quatre ans dans les mêmes classes. Même s'ils ne sont pas arrivés aussi nombreux en 6e par exemple», fait savoir le proviseur d'un lycée de Libreville.

Il est donc urgent que l'Etat se penche davantage sur la question des effectifs pléthoriques, dont la solution serait un premier pas vers une éducation de qualité.

### Focus

## LPIG : insuffisance en tout

**IMM**  
Libreville/Gabon

**TOTALISANT** près de 6400 élèves répartis dans 101 divisions pédagogiques, le lycée Paul Indjendjet Gondjout est confronté à l'insuffisance de salles de classes et à un manque criant d'enseignants. Les différents responsables de l'établissement craignent

même que certaines classes soient privées de professeurs. Cette année, ce déficit pourrait s'aggraver avec l'arrivée des enfants admis en sixième et les cas des élèves transférés. Il se poserait donc un problème de structures d'accueil. Ledit lycée ne dispose que de 75 salles de classes physiques pour accueillir cette population scolaire. Soit un ratio de 63 élèves par classe pédagogique. Sur la base de cette répartition,

26 divisions ne disposeront pas de salles de classes et seront obligés d'adopter la formule du turn-over. A cela, s'ajoute le sempiternel problème du manque d'enseignants, surtout dans les matières scientifiques. Environ dix en mathématiques, cinq en Sciences de la vie et de la terre, cinq en Sciences physiques et dix professeurs de langues (espagnol et anglais). Pour remédier à ce déficit d'enseignants en mathé-

matiques, le censeur pédagogique dit avoir réduit le quota horaire de cette discipline dans les classes de sixième, cinquième et quatrième, qui ne bénéficient désormais que de quatre heures de cours par semaine. Il n'est donc pas étonnant que dans cet établissement, les élèves qui arrivent en classe de troisième aient de sérieux lacunes dans ces matières pourtant fondamentales. D'aucuns estiment que le fort taux d'échecs (soit



Photo : IMM

Une vue extérieure de l'établissement.

53%) cette année au BEPC Les responsables du ministère de l'Education nationale devraient donc examiner de près la situation du lycée Paul Indjendjet Gondjout.

## Baisse du niveau scolaire L'éternelle équation

**A.M.**  
Libreville/Gabon

**IL** nous a été rapporté une histoire pour le moins cocasse, qui se déroule dans un établissement public de la capitale, mais qui témoigne de la baisse du niveau scolaire dans notre pays. Convoqué par la direction d'un établissement primaire, situé dans le troisième arrondissement, en vue de la régularisation du dossier scolaire de son enfant, un parent d'élève se voit orienter vers la maîtresse en charge de l'instruction de son rejeton. Il se présente auprès de l'enseignante et décline les raisons de sa présence. Aussitôt, la maîtresse fait chercher l'apprenant qui jouait quelque part dans la cour de récréation. Ses condisciples ne l'ayant pas trouvé viennent faire le compte-rendu à leur maîtresse, qui va se fendre

d'une déclaration : « *Même moi, je ne lui ai pas vu depuis le matin !* ». Scandalisé par un tel manque de maîtrise des règles élémentaires de grammaire, de la part d'une personne censée être une professionnelle de l'apprentissage, le père décide d'inscrire son fils dans un autre établissement. Des enseignants de cet acabit, il y en a malheureusement aujourd'hui à la pelle dans l'univers scolaire gabonais, surtout primaire. Peut-être un peu moins dans le secondaire et le supérieur, où les conditions de recrutement, année après année, ont connu moins les types d'errements qu'on a observés à une certaine époque à la base. Quelques maîtres ou maîtresses d'écoles, évoluant dans un environnement quasiment abâtardi, comme s'ils se livraient à un concours d'incompétence, contribuent dangereusement à inoculer dans la tête des apprenants des

notions grammaticales aux antipodes des normes établies. S'il est avéré que la mauvaise qualité des enseignants est constitutive de la baisse du niveau à l'école, ce n'est nullement le seul facteur. Ceux qui réfléchissent sur cette question mettent également en avant la récurrence des grèves dans l'enseignement public, notamment. Cela, d'autant plus que lorsque les cours reprennent, il est difficile de terminer le programme. Et quand celui-ci arrive tout de même à terme, c'est à un rythme effréné. En violation des normes pédagogiques. Autre facteur contribuant à la baisse du niveau scolaire : l'absence d'encadrement à la maison, autrement dit la démission des parents. Au sein des familles où il existe un suivi des enfants, tout le monde s'accorde à dire qu'il y a des améliorations dans le cheminement scolaire des apprenants. Ce

qui n'est pas souvent le cas lorsque les parents ne remplissent pas leur rôle. Et que dire de l'absence des inspections, à l'instar de ce qu'on observait dans les écoles, au cours des années après l'indépendance de notre pays! Il faut ajouter à cela la qualité des émissions à la télévision, connue pour être un facteur de sujétion. Si on peut se réjouir de la présence des chaînes thématiques dans le bouquet Canal, du moins pour ceux qui en ont, il reste que nombreux sont les apprenants qui, n'ayant pas accès à ces chaînes, sont obligés de subir les chaînes locales, avec ce que cela comporte comme émissions infectes. Il s'ensuit à l'évidence que la baisse du niveau scolaire repose sur plusieurs facteurs. Et la responsabilité des pouvoirs publics, à qui il incombe d'impulser une vraie dynamique, est plus qu'engagée.



L'EEK 2015